**Un juge autorise Londres à expulser des demandeurs d’asile vers le Rwanda**

COURRIER INTERNATIONAL (PARIS) le 11/06/2022

**La mesure, hautement controversée, avait été annoncée le 14 avril. C’est une victoire pour le gouvernement de Boris Johnson. Les plaignants pourront toutefois faire appel.**

Plus de trente demandeurs d’asile pourraient embarquer dès mardi pour un aller simple depuis l’Angleterre en direction du Rwanda, un pays tiers. Un juge britannique a autorisé vendredi ces expulsions contestées à suivre leur cours. *« Le plan de sous-traiter au Rwanda, l’un des pays les plus pauvres du monde, les obligations du Royaume-Uni, parmi les plus riches, envers les réfugiés a été controversé depuis son annonce le 14 avril »*, [souligne le Guardian](https://www.theguardian.com/uk-news/2022/jun/10/uk-deportation-flight-rwanda-can-go-ahead-high-court-judge-rules).

Le quotidien pense que Priti Patel, la secrétaire à l’intérieur, verra cette décision «*comme une victoire importante »*. La ministre a commenté que *« rien ne nous empêchera de briser le marché meurtrier des passeurs et à terme de sauver des vies »*. Le gouvernement conservateur espère en effet que *« cette mesure découragera les demandeurs d’asile de traverser la Manche, en montrant que nombre de ces cas seront désormais gérés par le Rwanda »*, [explique la BBC](https://www.bbc.com/news/uk-61763818).

Boris Johnson s’est lui aussi félicité de la décision[sur Twitter](https://twitter.com/BorisJohnson/status/1535325895258513408). *« Nous ne pouvons pas permettre aux trafiquants d’êtres humains de mettre des vies en danger et notre partenariat aidera à briser le modèle économique de ces criminels sans pitié »*, a écrit le premier ministre. [Pour Sky News](https://news.sky.com/story/rwanda-deportation-plan-first-flight-can-go-ahead-high-court-rules-12631489%C2%AB%C2%A0%3Ehttps%3A/news.sky.com/story/rwanda-deportation-plan-first-flight-can-go-ahead-high-court-rules-12631489), le maintien de ces expulsions a tout *« d’une bonne nouvelle désespérément attendue »*au 10, Downing Street. *« Après la tourmente du Partygate et le vote de confiance de lundi, le gouvernement sera soulagé de parler d’autre chose lors de la tournée des médias la semaine prochaine »*.

Le juge Swift, de la High Court, a estimé qu’il y avait un *« intérêt public »*à appliquer le plan du gouvernement. A ses yeux, les risques pour les demandeurs d’asile mentionnés par les plaignants relèvent de *« la spéculation »*. Quant au coût de l’opération, une autre critique, *« j’accepte le fait qu’une expulsion vers le Rwanda sera onéreuse »*, a-t-il déclaré.

**L’agacement du prince Charles**

Dans la défense de sa mesure, Mme Patel a insisté sur la sûreté du Rwanda pour les réfugiés.[Le Daily Mail remarque](https://www.dailymail.co.uk/news/article-10903725/Rwanda-migrant-plan-Three-asylum-seekers-deported-week-NOT-removed.html%C2%AB%C2%A0%3Ehttps%3A/www.dailymail.co.uk/news/article-10903725/Rwanda-migrant-plan-Three-asylum-seekers-deported-week-NOT-removed.html) toutefois que vendredi, le jour même de la décision de justice, l’armée de la République démocratique du Congo a tiré deux roquettes en direction du Rwanda. Les tensions sont vives entre les deux pays.

[Le Daily Telegraph a envoyé](https://www.telegraph.co.uk/global-health/climate-and-people/asylum-seekers-resettled-rwanda-eu-scheme-abandoned-poverty/%C2%AB%C2%A0%3Ehttps%3A/www.telegraph.co.uk/global-health/climate-and-people/asylum-seekers-resettled-rwanda-eu-scheme-abandoned-poverty/) des reporters dansle pays aux mille collines pour enquêter sur le statut des réfugiés puisque le Rwanda accueille 150 000 personnes du Burundi et du Congo voisins, en plus de quelques centaines de victimes du conflit en Libye dans le cadre d’un accord avec les Nations unies.

Le pays, de la taille du Pays de Galles mais quatre fois plus peuplé, s’est construit l’image de la *« nation miracle de l’Afrique »*après le génocide de 1994, note le journal. La police refuse que des journalistes accèdent au centre de transit Gashora où vivent environ 300 réfugiés de peur qu’un des résidents *« dise quelque chose de préjudiciable à cette image »*, affirme le *Telegraph*.

Ses reporters ont tout de même pu s’entretenir avec certains réfugiés qui disent manquer de tout, de nourriture et d’assistance médicale en particulier, tout en vivant *« dans la peur constante des forces de sécurité »*.

Yvette Cooper, de l’opposition travailliste, dénonce un plan *« infaisable, au coût exorbitant, immoral et profondément contraire à ce qui fait l’identité britannique »*, relève le *Guardian*. Les associations Care4Calais et Detention Action s’en prennent elles aussi à la mesure, pointant, entre autres, les limites du système d’asile au Rwanda et le risque pour les demandeurs d’être expulsés vers des pays où ils pourraient être persécutés, signale la *BBC*.

La mesure semble également avoir fâché le Prince Charles, [révèle le Times](https://www.thetimes.co.uk/article/prince-charles-flying-migrants-to-rwanda-is-appalling-l6jzklfhm). Il l’aurait qualifié d’*« effroyable »,*mais en privé uniquement, insiste le journal. Le fils d’Elizabeth II serait d’autant plus frustré qu’il doit représenter le pays à Kigali le 23 juin prochain. Charles n’aurait toutefois pas cherché à influencer le gouvernement. *« Ses interventions publiques sur des sujets controversés sont devenues de plus en plus rares ces dernières années »*, rappelle le *Times*.

Cité par le*Guardian*, Sonya Sceats, de l’organisation Freedom from Torture, a prévenu que *« le combat était loin d’être terminé »*. Le juge Swift a autorisé la majorité des plaignants à faire appel. L’appel devrait être entendu lundi.

**Courrier International**

<http://www.courrierinternational.com>

**Royaume-Uni.**

**Transférer des demandeurs d’asile au Rwanda, cette “funeste idée” britannique**

**Londres a annoncé le 14 avril son intention de transférer les personnes arrivées par la Manche vers le pays d’Afrique de l’Est. Une réponse inhumaine et contre-productive aux vrais problèmes du trafic et de la hausse du nombre de traversées, dénonce dans un éditorial ce journal de gauche.**

[](https://www.courrierinternational.com/article/royaume-uni-transferer-des-demandeurs-d-asile-au-rwanda-cette-funeste-idee-britannique%22%20%5Cl%20%22article-box-source)

[The Guardian](https://www.courrierinternational.com/article/royaume-uni-transferer-des-demandeurs-d-asile-au-rwanda-cette-funeste-idee-britannique%22%20%5Cl%20%22article-box-source)

*[Traduit de l’anglais](https://www.courrierinternational.com/article/royaume-uni-transferer-des-demandeurs-d-asile-au-rwanda-cette-funeste-idee-britannique%22%20%5Cl%20%22article-box-source)*

Publié le 20 avril 2022



Vols directs Londres-Kigali. Dessin d’Anthony Garner, Espagne. CARTOON MOVEMENT

Partager

C’est loin d’être une nouveauté pour Priti Patel, qui n’en est pas à sa première manœuvre pour tenter de renvoyer les demandeurs d’asile le plus loin possible du Royaume-Uni. Il y a deux ans déjà, [la ministre de l’Intérieur envisageait de transférer les migrants traversant la Manche dans des centres d’accueil situés en Afrique du Nord et dans l’Atlantique sud](https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/immigration-systeme-par-points-centres-offshore-londres-dans-les-pas-de-laustralie). Des projets finalement abandonnés, entre autres choses pour leur absence d’humanité, leur manque de commodité et leur coût exorbitant. Mais quand elle a une idée funeste, Priti Patel n’est pas du genre à se laisser décourager par le bon sens.

Jeudi dernier, [la ministre de l’Intérieur britannique annonçait à Kigali la signature d’un accord prévoyant que, en échange de 120 millions de livres](https://www.courrierinternational.com/article/immigration-londres-offrira-un-aller-simple-pour-le-rwanda-a-des-demandeurs-d-asile) [144 millions d’euros] d’aide au développement, le Rwanda acceptera le transfert sur son sol de personnes demandant l’asile au Royaume-Uni. La méthode est bien plus radicale, puisqu’elle ne prévoit pas, visiblement, l’examen des demandes d’asile. Il s’agit tout bonnement, et au-delà des autres critiques qu’on pourra lui faire, d’une démarche d’expulsion, de surcroît aux forts relents de colonialisme.

**Une initiative choc pour distraire les médias**

Si le Rwanda est, selon Boris Johnson, un pays dynamique et l’un des plus sûrs au monde, il a été montré du doigt, la semaine dernière encore, par le département d’État américain pour ses *“importants manquements aux droits de l’homme”,* notamment des exécutions et des arrestations arbitraires, des disparitions forcées et des conditions de détention dégradées au point de mettre en péril la vie des prisonniers. Un dispositif [de transfert] semblable avait déjà mis en place au Rwanda à l’initiative d’Israël avant d’être abandonné, en 2017, sur le constat que 9 seulement des quelque 4 000 personnes expulsées vers le pays des Mille Collines y étaient finalement restées.

Nul ne peut dire encore si cette dernière manifestation en date de la cruauté pathologique de Priti Patel sera mise en œuvre, ni appliquée efficacement à grande échelle. Mais l’annonce de jeudi au Rwanda frappe autant par le cynisme de son timing que par l’inhumanité de son contenu. Ces jours-ci, Boris Johnson est de nouveau sous le feu des critiques et des amendes pour [les infractions aux règles du confinement commises à Downing Street durant la pandémie](https://www.courrierinternational.com/article/controverse-partygate-boris-johnson-doit-il-quitter-downing-street). Son parti s’achemine même de ce fait vers de lourdes pertes aux élections locales, prévues dans trois semaines. Le risque d’un vote de défiance contre lui grandit de nouveau. Pour le Premier ministre, rien de tel qu’une initiative choc contre l’immigration pour distraire les médias, faire de l’œil à l’électorat anti-immigrés à la veille de ces scrutins et mettre la pression sur les députés et les lords qui font toujours blocage contre la réforme du droit d’asile prévue au Nationality and Borders Bill, le projet de loi du gouvernement *“sur la nationalité et les frontières”*promis dans le sillage du Brexit*.*

Incontestablement, il faut sévir davantage contre les réseaux de passeurs qui font traverser la Manche à des clandestins au péril de leur vie et dans des conditions inhumaines. En effet, avec l’arrivée de l’été, le nombre de sans-papiers qui tentent l’expédition devrait augmenter. Ils ont été [plus de 28 500 à effectuer la traversée en 2021](https://www.courrierinternational.com/article/vu-du-royaume-uni-le-naufrage-au-large-de-calais-une-tragedie-si-previsible), et le ministère de l’Intérieur prévoit que ce chiffre double cette année. Mais face à un tel fléau, la solution ne consiste pas à faire arrêter les migrants par l’armée [Boris Johnson entend confier les patrouilles dans la Manche à la Royal Navy] et à les mettre à bord d’un vol aller simple pour l’Afrique de l’Est, pour ensuite les oublier.

Une telle stratégie est critiquable à plusieurs points de vue. Elle est coûteuse, inhumaine, en désaccord avec notre tradition d’accueil des réfugiés. En outre, il est probable qu’elle se révèle illégale et qu’elle finisse par être contraire au but recherché par Priti Patel [en poussant les exilés vers des chemins plus risqués encore]. Il s’agit de mesures racistes : [un demandeur d’asile blanc ukrainien arrivant au Royaume-Uni](https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-les-britanniques-payes-pour-accueillir-des-refugies-ukrainiens) n’a guère de risque d’être envoyé au Rwanda. Et un tel projet n’est pas aussi bien accueilli par les Britanniques que certains l’imaginent : jeudi 14 avril, un sondage a montré qu’une majorité d’électeurs y étaient opposés.

Comme toujours, en pareil cas, il faut faire preuve de pragmatisme et être animé par le sens de la justice. La solution devrait consister à collaborer plus étroitement avec la France et d’autres voisins européens pour traiter les demandes au mieux, dans un esprit d’équité, et à passer des accords pour le retour de ceux qui ne remplissent pas les conditions requises. Boris Johnson et Priti Patel préfèrent déclencher une polémique à propos des demandeurs d’asile plutôt que de s’attaquer, avec d’autres États et des organismes de bienfaisance, à un mal planétaire qui cause de grandes souffrances. Telle est la triste vérité.